

# MISE EN PLACE D'UNE SOLUTION D'IMMERSION POUR SERVEURS

## **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES CCAP (MAPA 25T18)**

## SOMMAIRE

<b>CHAPITRE I : GÉNÉRALITÉS.....</b>	<b>3</b>
1. OBJET DU MARCHE.....	3
2. INTERVENANTS .....	3
3. PIECES CONTRACTUELLES.....	4
4. ORDRES DE SERVICE.....	4
5. ASSURANCES.....	4
6. REGULARITE DE LA SITUATION DU TITULAIRE .....	5
<b>CHAPITRE II PRIX ET PAIEMENTS .....</b>	<b>6</b>
7. PRIX .....	6
8. PAIEMENTS.....	7
9. RETENUE DE GARANTIE .....	9
<b>CHAPITRE III DURÉE, DÉLAIS D'EXÉCUTION ET PÉNALITÉS .....</b>	<b>10</b>
10. DUREE DU MARCHE.....	10
11. DELAI D'EXECUTION .....	10
12. PENALITES .....	10
<b>CHAPITRE IV RÉALISATION DES OUVRAGES .....</b>	<b>13</b>
13. OBJECTIFS DE DEVELOPPEMENT DURABLE .....	13
14. CONNAISSANCE DE L'OUVRAGE PAR LE TITULAIRE .....	13
15. ÉTUDES D'EXECUTION.....	14
16. MATERIAUX, COMPOSANTS, TECHNIQUES OU PROCEDES DE MISE EN ŒUVRE. ....	14
17. PREPARATION DES TRAVAUX.....	14
18. INSTALLATIONS DE CHANTIER .....	14
19. GESTION DES DECHETS.....	14
20. REUNIONS DE CHANTIER .....	14
21. REGISTRE DE CHANTIER.....	15
22. DOE ET DIUO .....	15
23. TRAVAUX MODIFICATIFS ET SUPPLEMENTAIRES .....	15
24. MAINTENANCE DES PRESTATIONS .....	16
25. ACCES AUX LOCAUX DE L'ACHETEUR POUR LES OPERATIONS DE MAINTENANCE .....	16
<b>CHAPITRE V RÉCEPTION DES TRAVAUX ET ADMISSION DES PRESTATIONS DE MAINTENANCE.....</b>	<b>17</b>
26. RECEPTION DES TRAVAUX.....	17
<b>CHAPITRE VI DÉROGATIONS AU CCAG.....</b>	<b>19</b>
27. DEROGATIONS AU CCAG TRAVAUX. ....	19

# Chapitre I : GÉNÉRALITÉS

## 1. Objet du marché

Le marché a pour objet la mise en place d'une solution d'immersion pour serveurs

## 2. Intervenants

### 2.1. Maîtrise d'ouvrage et maîtrise d'œuvre

Le maître d'ouvrage est l'acheteur pour le compte duquel les travaux sont exécutés.  
Le représentant du Maître d'ouvrage – Acheteur est : Le directeur Benoit Serio  
Le chargé d'opération est Francis Léonard

**La maîtrise d'œuvre est assurée en interne par l'acheteur – maître d'ouvrage.**

### 2.2. Cotraitance

En cas de groupement d'opérateurs économiques, le titulaire désigne le groupement, représenté par son mandataire. Le membre du groupement d'opérateurs économiques, désigné dans le marché comme mandataire, représente l'ensemble des membres du groupement, vis-à-vis de l'acheteur, pour l'exécution du marché.

**En cas de cotraitance conjointe, le mandataire est solidaire des autres cotraitants.**

En cas de défaillance du mandataire du groupement, les membres du groupement sont tenus de lui désigner un remplaçant. À défaut, et à l'issue d'un délai de huit jours à compter de la notification de la mise en demeure par l'acheteur d'y procéder, le cocontractant exécutant la part financière la plus importante restant à réaliser à la date de cette modification devient le nouveau mandataire du groupement. En cas de défaillance d'un cotraitant autre que le mandataire, les prestations effectuées par le cotraitant défaillant peuvent être reprises par le mandataire. Un avenant de transfert matérialise cette reprise.

### 2.3. Sous-traitance

Conformément aux dispositions des articles L2193-1 à L2193-14 et R2193-1 à R2193-22, le titulaire du marché peut, sous sa responsabilité, sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, sous réserve de l'acceptation et de l'agrément des conditions de paiement préalable par l'acheteur du ou des sous-traitants.

Lorsque la déclaration de sous-traitance intervient après la notification du marché, le titulaire remet à l'acheteur contre récépissé ou lui adresse par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, un acte spécial de sous-traitance (formulaire DC4) contenant les renseignements mentionnés à l'article R2193-1 y compris les capacités professionnelles et techniques et les documents de preuve ainsi que les attestations d'assurance.

Le sous-traitant doit posséder des capacités professionnelles et techniques au moins équivalentes à celles du titulaire et doit être couvert par les mêmes assurances que le titulaire.

### **3. Pièces contractuelles**

Par dérogations aux stipulations de l'article 4.1 du CCAG Travaux, le marché est constitué par les pièces contractuelles énumérées ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (AE)
- Le Cahier des Clauses Administratives et Particulières (CCAP).
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicable aux marchés publics de Travaux approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 dans sa version en vigueur le 1<sup>er</sup> jour de la consultation et accessible à l'adresse suivante : <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310421>
- Le cadre de réponse du titulaire
- Les plans

### **4. Ordres de service**

Les stipulations du CCAG sont applicables.

### **5. Assurances**

Les stipulations de l'article 8 du CCAG sont applicables.

Le titulaire s'engage à souscrire toutes les assurances nécessaires pour couvrir d'une manière suffisante, par une ou plusieurs compagnies notoirement solvables, la responsabilité qu'il peut encourir soit de son fait, soit du fait des personnes travaillant sous ses ordres à l'occasion des actes de toute nature accomplis dans l'exercice de son activité ou de celle de ses préposés.

Les assurances suivantes sont obligatoires :

- ☒ Responsabilité Civile Professionnelle
- ☐ Responsabilité Civile Décennale

Le titulaire doit justifier avant la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie. Celle-ci précise la nature des risques couverts et les montants de garantie.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du maître d'ouvrage et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

En cas d'assurance de responsabilité décennale obligatoire au titre de la garantie décennale, le titulaire doit justifier qu'il satisfait à cette obligation, dans les conditions prévues par les articles L. 241-1 et L. 243-2 du code des assurances, par la remise d'une attestation conforme aux dispositions des articles A.243-2 et suivants du code des assurances. L'attestation doit être valable à la date de l'ouverture du chantier sur lequel le titulaire intervient et pour les activités objets de son marché.

Le maître d'ouvrage a contracté les assurances suivantes :

- ☒ Responsabilité civile
- ☐ Tous risques chantiers
- ☐ Dommages-ouvrage
- ☐ Contrat collectif de responsabilité décennale (CCRD).

## **6. Régularité de la situation du titulaire**

En matière de protection de la main-d'œuvre et de conditions de travail, les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par le CCAG et par les lois et règlements applicables sur le territoire français.

Le titulaire doit produire tous les six mois pendant toute l'exécution du marché, l'attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de Sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du Code de la Sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions conformément aux dispositions de l'article D.8222-5 du Code du travail.

Le cas échéant, si le titulaire est établi à l'étranger, il produit les pièces prévues à l'article D.8222-7 du Code du travail.

Le cas échéant, le titulaire fournit également la liste nominative des salariés étrangers employés par ce dernier et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du code du travail conformément aux dispositions de l'article D.8254-2 du Code du travail.

En cas de non-production de ces pièces, une pénalité peut être appliquée et le marché peut être résilié pour faute y compris aux frais et risques du titulaire après une mise en demeure restée infructueuse.

## Chapitre II PRIX ET PAIEMENTS

### 7. Prix

#### 7.1. Prix forfaitaires

Les prestations du marché sont réglées par deux prix forfaitaires :

- Un prix forfaitaire pour les travaux : fourniture et pose des équipements
- Un prix forfaitaire pour la maintenance de la solution

**Les deux prix forfaitaires du marché comprennent toutes les dépenses résultant de l'exécution du marché telle que prévue dans les documents contractuels et dans son contexte, y compris les frais généraux, impôts et taxes, et assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfice. Aucune sujétion normalement prévisible ne peut être considérée comme non couverte par le prix.**

Toutes les sujétions normalement prévisibles sont intégralement à la charge du titulaire. Le prix forfaitaire est dû dès lors que l'ouvrage, la partie d'ouvrage ou l'ensemble de prestations auquel il se rapporte a été exécuté. Les différences éventuellement constatées, pour chaque nature d'ouvrage, ou chaque élément d'ouvrage entre les quantités réellement exécutées et les quantités indiquées dans la décomposition du prix, même si celle-ci a valeur contractuelle, ne peuvent conduire à une modification de ce prix. Il en est de même pour les erreurs que pourrait comporter cette décomposition.

#### 7.2. Variation des prix

##### A. Prix forfaitaire pour les travaux

Le prix forfaitaire pour les travaux est ferme actualisable

Le prix est actualisé si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre la date de remise de l'offre (finale) du titulaire et la date d'effet du début d'exécution des travaux.

Le cas échéant, le prix est actualisé en application de la formule suivante :

Prix actualisé = Prix initial x coefficient d'actualisation

Le coefficient d'actualisation se calcule de la manière suivante  $\frac{I-3 \text{ mois}}{I_0}$  dans laquelle

- I - 3 mois est la valeur de l'index BTR38 au mois de commencement des prestations (I) moins trois mois.
- I<sub>0</sub> est la valeur de l'index l'index BTR38 au mois de remise de l'offre finale.

L'index BTR38 est publié par la Cellule Économique du Bâtiment et des Travaux Publics de La Réunion (CERBTP) à l'adresse suivante :

<https://www.btp-reunion.net/page/les-dernieres-valeurs-disponibles>

Le coefficient d'actualisation est arrondi au millième supérieur.

## B. Prix forfaitaire pour la maintenance

Le prix forfaitaire pour la maintenance des équipements est révisable annuellement à compter de la deuxième année de maintenance par application d'un coefficient (C) donné par la formule suivante :

$C = 0,15 + 0,85 (M/Mo)$  dans laquelle :

0,15 = partie fixe

0,85 = partie révisable

Mo = valeur de l'indice I au mois de remise de l'offre

M = valeur de l'indice I au mois M anniversaire (+ 24 mois, + 36 mois, + 48 mois).

I = Indice SYNTEC (<https://www.syntec.fr/indicateurs/indice-syntec>)

Le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur et s'applique au montant annuel (1/5<sup>e</sup> du prix forfaitaire). La date d'établissement du prix initial correspond à la date de remise de l'offre finale par le titulaire.

**Le titulaire doit présenter à l'acheteur le prix annuel révisé avec le détail du calcul de la formule de révision au plus tard 3 mois après la date anniversaire. À défaut, les prix de l'année précédente sont applicables pour l'année entière.**

## 8. Paiements

### 8.1. Avance

Conformément aux dispositions des articles R2191-3 à R2191-12 du code de la commande publique et des stipulations de l'option A de l'article 11-1 du CCAG, une avance est versée au titulaire si le montant du marché est supérieur à 50 000 euros hors taxes et le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Le titulaire du marché peut refuser le versement de l'avance (cf. acte d'engagement).

Si le titulaire ou le sous-traitant est une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance est fixé à 30 %.

Si le titulaire ou le sous-traitant n'est pas une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance est fixé à 5 %.

Le montant de l'avance se calcule en appliquant le taux mentionné ci-dessus au montant du marché toutes taxes comprises diminué des prestations confiées en sous-traitance et donnant lieu à un paiement direct.

Lorsque la durée du marché est supérieure à douze mois, le montant de l'avance fait également l'objet d'un prorata par rapport à sa durée exprimée en mois. Le montant de l'avance n'est pas révisable.

La récupération de l'avance s'effectue par précompte sur les sommes dues au titulaire dès que le montant des prestations exécutées atteint 50 % du montant toutes taxes comprises du marché.

La récupération de l'avance doit être terminée lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80 % du montant toutes taxes comprises du marché.

## **8.2. Paiement des acomptes et du solde des travaux**

Le paiement des acomptes mensuels et du solde s'effectue selon les stipulations de l'article 12 du CCAG.

Les projets de décompte mensuel et le projet de décompte final sont déposés sur le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr>.

## **8.3. Paiement des prestations de maintenance**

Le prix forfaitaire annuel est réglé sur présentation de factures mensuelles à terme échu (1/12 du montant forfaitaire annuel).

Les factures sont conformes aux dispositions de l'article D2192-2 du code de la commande publique et sont déposées sur le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr>

## **8.4. Délai de paiement**

Les paiements sont effectués par virement bancaire dans un délai de 30 jours conformément aux dispositions des articles R2192-10 à R2192-36 du code de la commande publique.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à le demander, au versement des intérêts moratoires et à l'indemnité pour les frais de recouvrement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur, au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 €.

Conformément aux dispositions des articles R.2192-27 et R.2192-28 du code de la commande publique, lorsque la demande de paiement ne comporte pas l'ensemble des pièces et mentions prévues par la loi ou par le marché ou que celles-ci sont erronées ou incohérentes, le délai de paiement peut être interrompu une seule fois par l'acheteur.



### **8.5. Cession de créance**

Conformément aux dispositions des articles R2191-45 à R2191-63 du code de la commande publique, si le titulaire souhaite céder ou nantir sa créance, il en informe l'acheteur qui lui remet :

- Soit une copie de l'original du marché revêtue de la mention « délivrée en unique exemplaire » en vue de permettre au titulaire de céder ou nantir ses créances.
- Soit un certificat de cessibilité conforme au modèle défini dans l'annexe 14 du code de la commande publique.

La notification de la cession doit être impérativement adressée à l'Agent Comptable.

### **9. Retenue de garantie**

Sans objet

## **Chapitre III DURÉE, DÉLAIS D'EXÉCUTION ET PÉNALITÉS**

### **10. Durée du marché**

Le marché prend effet à compter de sa notification et expire à l'issue de la période de maintenance (5 ans à compter de la date d'effet de la réception des travaux)

### **11. Délai d'exécution**

#### **11.1. Délai d'exécution des prestations**

A compter de la notification du marché, le titulaire prendra les dispositions nécessaires et utiles, en prenant en compte les contraintes maritimes et aériennes pour assurer la livraison de la majorité des équipements à la CGSS **impérativement** avant le 26 décembre 2025.

La durée estimative des travaux est de 3 mois à compter de la notification de l'Ordre de Service de démarrage des travaux.

#### **11.2. Délais d'intervention pour la période de maintenance**

La période d'intervention couvre la plage horaire de 7h à 18h, du lundi au vendredi inclus.

Les délais d'intervention sont fixés dans le CCTP.

### **12. Pénalités**

#### **12.1. Pénalités pour retard dans l'exécution des prestations.**

Les stipulations du C.C.A.G. sont applicables, toutefois par dérogation à l'article 19.2.3 le montant de la pénalité journalière (jours calendaires) applicable en cas de retard imputable au titulaire dans l'exécution des travaux est de 200 € HT/jour de retard.

Si le retard concerne des documents à remettre lors de la période de préparation tels que les études d'exécution ou le PPSPS, le montant de la pénalité journalière (jours calendaires) applicable en cas de retard imputable au titulaire est de 200 € HT/jour de retard.

#### **12.2. Pénalités pour retard dans l'exécution des prestations devant encore donner lieu à règlement après réception.**

Conformément aux stipulations de l'article 41.5 du CCAG, lorsque la réception a été prononcée sous réserve de la réalisation de prestations manquantes et que les délais fixés dans la décision de réception ne sont pas respectés, le titulaire encourt l'application de pénalités. Le montant de la pénalité journalière (jours calendaires) applicable en cas de retard imputable au titulaire est de 200 € HT/jour de retard.

### **12.3. Pénalité pour non-respect des obligations en matière de régularité de la situation du titulaire.**

Dans le cas où le titulaire ne s'acquitterait pas des formalités mentionnées à l'article 7 du présent CCAP, une pénalité égale à 10 % du montant initial du marché peut être appliquée conformément aux dispositions de l'article L 8222-6 du Code du travail. Cette pénalité est toutefois plafonnée au montant des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L.8224-2 et L. 8224-5

### **12.4. Pénalité pour absence non justifiée ou retard à une réunion de chantier**

En cas d'absence non justifiée ou de retard supérieur à 30 minutes à une réunion où la présence d'un des représentants du titulaire est requise, le titulaire s'expose à une pénalité de 50 € par absence ou retard.

### **12.5. Pénalité pour non-respect des obligations relatives à la sous-traitance**

En cas de constatation de l'intervention d'un sous-traitant avant qu'il n'ait été accepté et ses conditions de paiement agréées, le titulaire s'expose à une pénalité de 1 000 € par constatation.

### **12.6. Pénalité pour non-respect des règles relatives à la sécurité et à la protection de la santé sur le chantier.**

En cas d'infraction constatée aux règles de sécurité et de protection de la santé sur le chantier le titulaire s'expose à une pénalité de 1 000 € par jour d'infraction.

### **12.7. Pénalité pour non-respect des règles environnementales et de gestion des déchets**

En cas de manquement aux prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement ou de gestion des déchets, le titulaire s'expose à une pénalité de 500 euros par jour d'infraction.

### **12.8. Pénalité pour non-respect des délais d'intervention pendant la période de maintenance**

En cas de retard dans l'exécution des prestations par le titulaire, l'acheteur applique des pénalités sans mise en demeure préalable.

Le montant de la pénalité applicable en cas de retard imputable au titulaire est de 100 € HT/heure ouvrée de retard.

Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

### **12.9. Pénalités pour indisponibilité dans le cadre de la maintenance**

Un matériel est indisponible lorsque, indépendamment de l'acheteur et en dehors des travaux d'entretien préventif, son usage est rendu impossible soit par le fonctionnement défectueux d'un organe ou dispositif ou d'une fonctionnalité qui y est

inclus, soit en raison de l'indisponibilité d'un autre élément du matériel auquel il est lié par des connexions fournies et entretenues par le titulaire et auquel il est soumis pour l'exécution du travail en cours, au moment de l'incident.

L'indisponibilité débute au moment de l'arrivée de la demande d'intervention au titulaire. Lorsque l'accès des préposés du titulaire au matériel défaillant est retardé du fait de l'acheteur, l'indisponibilité est suspendue jusqu'au moment où cet accès devient effectif.

L'indisponibilité s'achève par la remise à disposition de l'acheteur des éléments en état de marche. Toutefois, lorsque les éléments réparés sont à nouveau indisponibles, pour les mêmes causes, dans les huit heures d'utilisation après leur remise en état, la durée d'indisponibilité est décomptée à partir de la constatation de l'indisponibilité initiale.

Le titulaire est tenu de faire connaître à l'acheteur la durée prévisible de l'indisponibilité lorsque celle-ci excède les seuils suivants : Sauf cas de force majeure, lorsque la durée d'indisponibilité observée dépasse huit heures ouvrées pour une maintenance sur le site, le titulaire est soumis à des pénalités.

La pénalité est calculée par application de la formule suivante :

$$P = (V * R) / 30 ;$$

dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur de la rémunération trimestrielle versée au titre de la maintenance ;

R = le nombre de jours de retard

## **Chapitre IV RÉALISATION DES OUVRAGES**

### **13. Objectifs de développement durable**

Le marché s'inscrit dans les objectifs de développement durable définis dans le code de l'environnement et notamment la lutte contre le changement climatique, la préservation de la biodiversité, des milieux et des ressources, la cohésion sociale et solidarité entre les territoires et les générations.

### **14. Connaissance de l'ouvrage par le titulaire**

Le titulaire reconnaît que les dossiers contractuels qui lui ont été remis à la date de conclusion du marché sont suffisants pour lui permettre de remplir ses obligations contractuelles en assurant, conformément aux dispositions légales ou réglementaires en vigueur à la date de signification du marché, le complet achèvement de tous les travaux suivant les règles de l'art et la parfaite utilisation de l'ouvrage.

Il reconnaît avoir une parfaite connaissance des lieux et de l'ouvrage ainsi que de toutes les contraintes ou sujétions y afférents et avoir eu la possibilité d'effectuer ou de demander que soient effectués tous sondages ou reconnaissances de quelque nature que ce soit nécessaires à l'exécution parfaite de ses prestations. Il ne pourra arguer en aucune façon, de l'absence ou de l'insuffisance d'informations ou de renseignements postérieurement à la conclusion du marché pour s'exonérer de sa pleine et entière responsabilité dans l'exécution de son contrat.

Il est tenu à une obligation de résultat et s'engage à exécuter des prestations exemptes de vice.

En outre, il s'engage à mettre en œuvre, à ses frais, tous moyens (mesures, analyses, investigations contrôles, etc.) permettant d'éviter ou de limiter les troubles de voisinage dans un chantier (vibrations, poussière, bruit, etc.).

Il est responsable de toute dégradation et/ou désordre susceptible d'affecter les locaux voisins et s'engage à relever et garantir le Maître d'ouvrage de tout recours qui lui serait fait à ce titre.

Pendant le temps de préparation de chantier, le titulaire doit remettre au Maître d'ouvrage la liste prévisionnelle des plans d'exécution. Il doit pour cela faire toutes les reconnaissances des lieux nécessaires pour établir l'ensemble de ses plans. Passé ce délai, l'entreprise ne peut se prévaloir d'une découverte tardive pour justifier son retard ou des travaux non prévus.

## **15. Études d'exécution**

Conformément aux stipulations des CCTP les études d'exécution sont en totalité à la charge du titulaire.

Les stipulations du CCAG et notamment des articles 29 et 30 s'appliquent.

De façon générale, toutes les études d'exécution doivent être soumises au visa du maître d'œuvre (acheteur), à l'avis du contrôleur technique, et communiquées au coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé.

Toute reprise des études d'exécution nécessitée par la décision du maître d'œuvre de ne pas délivrer son visa ou par un avis défavorable du contrôleur technique sur un document d'exécution doit être faite dans un délai maximum de 15 jours.

Le cas échéant, le titulaire assume toutes les conséquences liées à la reprise des études, y compris en termes de délai.

Le visa du maître d'œuvre (acheteur) et un avis favorable du contrôleur technique doivent impérativement être obtenus préalablement à l'exécution de l'ouvrage correspondant aux documents concernés. Le non-respect de cette obligation peut entraîner la dépose ou la démolition de tout ou partie d'un ouvrage exécuté et le titulaire doit en assumer toutes autres conséquences qui pourraient en découler.

## **16. Matériaux, composants, techniques ou procédés de mise en œuvre.**

Les dispositions du CCAG s'appliquent.

Il est également précisé que si une appréciation technique d'expérimentation du type ATEX ou Pass innovation s'avère nécessaire, la démarche doit être suffisamment anticipée pour ne pas entraîner de retard dans l'exécution des travaux.

Le cas échéant, la démarche est effectuée aux frais exclusifs du titulaire et après accord exprès préalable du maître d'œuvre et du maître d'ouvrage.

## **17. Préparation des travaux**

Les stipulations du CCAG Travaux s'appliquent.

## **18. Installations de chantier**

Les stipulations des CCTP et de l'article 31 du CCAG s'appliquent

## **19. Gestion des déchets**

Les stipulations des CCTP et de l'article 31 du CCAG s'appliquent

## **20. Réunions de chantier**

Une réunion de chantier hebdomadaire est organisée sur le site de l'opération, aux dates et heures fixées par le maître d'œuvre.

Cette réunion a pour objet d'aborder toute question relative à l'exécution des marchés de travaux. Le titulaire est tenu d'y être représenté par une personne habilitée à l'engager. Un compte rendu est établi par la maîtrise d'œuvre avec valeur de lettre recommandée. Les titulaires disposent d'une semaine pour émettre leurs remarques. Le compte rendu est considéré comme validé par les parties lors de la réunion qui suit.

Des réunions spécifiques sont également susceptibles d'être organisées par le maître d'œuvre dans les mêmes conditions.

Conformément aux stipulations de l'article 3.9 du CCAG, le titulaire se rend sur les chantiers toutes les fois qu'il en est requis lors de l'exécution de ses travaux. Lorsque le titulaire a achevé ses travaux, il est convoqué uniquement lorsque sa présence est nécessaire pour la bonne exécution de l'ouvrage. Il est accompagné, à la demande du maître d'œuvre ou du maître d'ouvrage, de ses sous-traitants. En cas de groupement d'opérateurs économiques, l'obligation définie à l'alinéa qui précède s'applique à tous ses membres.

## **21. Registre de chantier**

Par dérogation aux stipulations de l'article 28.5, le registre de chantier n'est pas exigé. Il est également précisé qu'aucune plateforme numérique n'est mise en place.

Les modalités d'échanges de documents et les circuits de validation sont précisés lors de la première réunion de chantier.

## **22. DOE et DIUO**

Le titulaire doit remettre au maître d'œuvre, au plus tard à la date de demande de réception par le titulaire (ou à défaut de la date fixée pour les OPR), tous les documents rédigés en langue française du dossier des ouvrages exécutés et ceux nécessaires à l'établissement du dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO) selon les stipulations des CCTP et de l'article 40 du CCAG.

Il est précisé que le titulaire doit remettre les éléments au maître d'œuvre, au fur et à mesure de leur exécution sans attendre l'échéance mentionnée ci-dessus.

Conformément aux stipulations de l'article 40, le défaut de remise de ces documents au plus tard à la date de demande de réception par le titulaire (ou à défaut de la date fixée pour les OPR) entraîne l'application d'une retenue de 3 % du montant initial du marché.

## **23. Travaux modificatifs et supplémentaires**

Les stipulations de l'article 13 du CCAG s'appliquent pour les travaux modificatifs ou supplémentaires.

Si les travaux modificatifs ou supplémentaires sont assimilables à des natures d'ouvrage prévues au marché ils sont réglés en utilisation des prix unitaires figurant dans la D.P.G.F.

Si les travaux modificatifs ou supplémentaires ne sont pas assimilables à des natures d'ouvrage du marché ils sont réglés sur la base de prix nouveaux à déterminer avant l'exécution des travaux à partir des mêmes bases que celle de la D.P.G.F. (valeur Mo).

Les travaux modificatifs ne changent pas le caractère forfaitaire du marché. Ils doivent faire l'objet d'un accord préalable écrit du Maître d'ouvrage.

## **24. Maintenance des prestations**

Outre les dispositions prévues dans le CCTP et dans l'offre du titulaire, la maintenance comprend les interventions demandées par l'acheteur, en cas de fonctionnement défectueux de l'un des éléments faisant l'objet du marché, ainsi que l'entretien préventif. La maintenance porte également sur les modifications apportées au matériel à l'initiative du titulaire. L'acheteur est préalablement avisé de ces modifications ; il peut s'y opposer, lorsqu'elles rendent nécessaires des changements dans ses processus de fonctionnement, à moins que le titulaire n'assume les frais de ces changements. L'acheteur s'interdit d'exécuter ou de faire exécuter, sans l'accord du titulaire, toute opération de maintenance autre que celles dont l'exécution lui incombe conformément aux documents particuliers du marché.

Le titulaire garantit que le matériel dont il assure la maintenance reste apte à remplir les fonctions définies dans les documents particuliers du marché.

## **25. Accès aux locaux de l'acheteur pour les opérations de maintenance**

Les interventions s'effectuent à l'intérieur d'une plage horaire mentionnée dans les documents particuliers du marché et appelée période d'intervention. Le décompte du délai imparti au titulaire pour répondre à une demande d'intervention ne court que pendant la période d'intervention définie dans les documents particuliers du marché.

L'acheteur assure aux préposés du titulaire chargés de la maintenance, et qu'il a agréés, l'accès de ses locaux dans les conditions prévues par ses règlements. Il peut retirer son agrément par une décision motivée, dont il informe sans délai le titulaire. Pendant leur séjour dans les locaux de l'acheteur, les préposés du titulaire sont assujettis aux règles d'accès et de sécurité, établies et communiquées au titulaire par l'acheteur.



## **Chapitre V RÉCEPTION DES TRAVAUX ET ADMISSION DES PRESTATIONS DE MAINTENANCE**

### **26. Réception des travaux**

#### **26.1. Réception**

Les stipulations du chapitre V du CCAG s'appliquent

Le transfert de la garde des ouvrages, du titulaire au maître d'ouvrage, intervient le premier jour ouvré suivant la date de notification de la décision de réception, à 12 heures ou dans les conditions figurant dans le courrier de notification de cette décision.

Chaque « sous réserve » ou « réserve » dont est éventuellement assortie la décision de réception fait l'objet d'un délai maximum pour qu'il y soit remédié par le titulaire.

Les interventions sur le site, dans le cadre de la levée des réserves, doivent être planifiées et encadrées. Les délais visés à l'alinéa précédent en tiennent compte, et le titulaire ne peut élever aucune protestation ni s'exonérer du délai de ce fait.

#### **26.2. Réceptions partielles**

Par dérogation à l'article 42.1 du CCAG, les parties d'ouvrage pour lesquels un délai distinct du délai global a été fixé par le marché ne font pas systématiquement l'objet de réceptions partielles.

Les conditions de mise en œuvre de l'article 42.2 concernant la prise de possession par le maître d'ouvrage, avant l'achèvement de l'ensemble des travaux, de certains ouvrages ou parties d'ouvrages sont ouvertes pour tous motifs intéressant l'acheteur.

#### **26.3. Levée des réserves**

Par dérogation à l'article 41.6 du CCAG 1<sup>er</sup> alinéa, lorsque la réception est assortie de réserves, le titulaire doit remédier aux imperfections et malfaçons correspondantes dans un délai de 30 jours sans que cela n'entrave le fonctionnement normal des installations. Au besoin, le titulaire doit prendre toutes les dispositions pour ne pas bloquer le fonctionnement normal des installations.

Conformément aux stipulations de l'article 41.6, au cas où ces travaux ne seraient pas faits dans le délai prescrit, le maître de l'ouvrage peut les faire exécuter aux frais et risques du titulaire, après mise en demeure demeurée infructueuse.

#### **26.4. Admission des prestations de maintenance**

Les opérations de vérifications se déroulent de la manière suivante :

Les prestations faisant l'objet du marché sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du marché.

L'acheteur effectue, au moment même de l'exécution des services, les opérations de vérification quantitative et qualitative simples qui ne nécessitent qu'un examen sommaire et ne demandent que peu de temps.

Il peut notifier au titulaire sur-le-champ sa décision. Le délai qui lui est imparti pour y procéder et notifier sa décision est de quinze jours.

A l'issue des opérations de vérification qualitative, l'acheteur prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet.

#### **Admission :**

L'acheteur prononce l'admission des prestations, sous réserve des vices cachés, si elles répondent aux stipulations du marché. L'admission prend effet à la date de notification au titulaire de la décision d'admission ou en l'absence de décision, dans un délai de quinze jours à dater de l'achèvement de l'exécution du service.

#### **Ajournement :**

Lorsque l'acheteur estime que des prestations ne peuvent être admises que moyennant certaines mises au point, il peut décider d'ajourner l'admission des prestations par une décision motivée. Cette décision invite le titulaire à présenter à nouveau à l'acheteur les prestations mises au point, dans un délai de quinze jours.

Le titulaire doit faire connaître son acceptation dans un délai de dix jours à compter de la notification de la décision d'ajournement. En cas de refus du titulaire ou de silence gardé par lui durant ce délai, l'acheteur a le choix d'admettre les prestations avec réfaction ou de les rejeter, dans un délai de quinze jours courant de la notification du refus du titulaire ou de l'expiration du délai de dix jours ci-dessus mentionnés.

Si le titulaire présente à nouveau les prestations mises au point, après la décision d'ajournement des prestations, l'acheteur dispose à nouveau de la totalité du délai prévu pour procéder aux vérifications des prestations, à compter de leur nouvelle présentation par le titulaire.

#### **Réfaction :**

Lorsque l'acheteur estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché, peuvent néanmoins être admises en l'état, il peut les admettre avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées. Cette décision doit être motivée. Elle ne peut être notifiée au titulaire qu'après qu'il a été mis à même de présenter ses observations.

Si le titulaire ne présente pas d'observations dans les quinze jours suivant la décision d'admission avec réfaction, il est réputé l'avoir acceptée. Si le titulaire formule des observations dans ce délai, l'acheteur dispose ensuite de quinze jours pour lui notifier une nouvelle décision.

A défaut d'une telle notification, l'acheteur est réputé avoir accepté les observations du titulaire et l'admission est réputée sans réfaction.

**Rejet :**

Lorsque l'acheteur estime que les prestations ne peuvent être admises en l'état, il en prononce le rejet partiel ou total.

La décision de rejet doit être motivée. Elle ne peut être prise qu'après que le titulaire a été mis à même de présenter ses observations.

En cas de rejet, le titulaire est tenu d'exécuter à nouveau la prestation prévue par le marché.

Le titulaire dispose d'un délai de trente jours à compter de la notification de la décision de rejet pour enlever les prestations rejetées. Lorsque ce délai est écoulé, elles peuvent être détruites ou évacuées par l'acheteur, aux frais du titulaire.

Les prestations rejetées, dont la garde dans les locaux de l'acheteur présente un danger ou une gêne insupportable, peuvent être immédiatement évacuées ou détruites, aux frais du titulaire, après que celui-ci en a été informé.

**Dérogation :**

Lorsque la mauvaise qualité ou la défectuosité des fournitures ou matériaux remis par l'acheteur, et entrant dans la composition des prestations, est à l'origine du défaut de conformité des prestations aux stipulations du marché, l'acheteur ne peut prendre une décision d'ajournement, d'admission avec réfaction ou de rejet si le titulaire a, dans un délai de quinze jours à partir de la date à laquelle il a eu la possibilité de les constater, informé l'acheteur des défauts des approvisionnements, matériels ou équipements remis, réserve faite des vices cachés ne pouvant être décelés avec les moyens dont il dispose et que l'acheteur a décidé que les approvisionnements, matériels ou équipements devaient néanmoins être utilisés et notifié sa décision au titulaire.

## **Chapitre VI DÉROGATIONS AU CCAG**

### **27. Dérogations au CCAG Travaux.**

- L'article 3 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG concernant la liste des pièces contractuelles.
- L'article 12.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.3 concernant le montant des pénalités pour retard.
- L'article 21 du CCAP déroge à l'article 28.5 du CCAG concernant le registre de chantier.
- L'article 26.2 du CCAP déroge à l'article 42.1 du CCAG concernant les réceptions partielles.
- L'article 26.3 du CCAP déroge à l'article 41.6 du CCAG concernant le délai de levée des réserves.